

Charles Bois

Je suis paysan-jardinier, entrepreneur social et semencier en-devenir. Je suis impliqué sur les conseils d'administration du Carrefour Jeunesse-Emploi de la MRC Lac-Saint-Jean Est et de l'OBNL Les Jardins Mistouk et récemment représentant régional pour l'Union Paysanne. Je suis de retour en région depuis 2016 pour développer des projets personnels et sociaux tournant autour de la souveraineté alimentaire et de l'émancipation économique après avoir fait quelques voyages personnels.

Une des définitions du Petit Larousse sur l'économie est : « Ensemble des activités d'une collectivité humaine relatives à la production, à la distribution et à la consommation des richesses. » Quels sont ces richesses? À quoi sont-elles fondamentalement rattachées? À cette question je répondrai : « À nos valeurs ». Il s'agit d'un changement de paradigme. Une économie sociale et solidaire se construit autour de richesses communes en prenant conscience que la Terre est le facteur central et non nous.

Ces richesses peuvent être autrement valorisées que par le système économique actuel. Ce système qui se trouve la cause même de nombreuses inégalités et injustices dans notre société. Une monnaie alternative régionale soutiendrait une économie circulaire, entraînerait une sécurité d'emploi certaine et le choix collectif quant à la distribution des richesses. Elles sont sur le territoire ces richesses. Ce sont la forêt, la terre, les biens immobiliers et nous-mêmes. Nous pouvons nous réapproprier ces richesses en nous donnant les moyens de le faire. En travaillant avant tout sur nos besoins essentiels on serait en mesure de se libérer peu à peu de l'emprise économique et de l'instabilité actuelle.

Si on souhaite développer une économie de ce genre on doit pouvoir compter sur de la nourriture et donc sur la souveraineté alimentaire. Aujourd'hui, la majeure partie des produits de la terre est exportée ou consommée par des animaux. On doit revoir le modèle agricole, promouvoir l'occupation dynamique du territoire en valorisant les terres non-exploitées et les exploitations socialement pauvres. Des outils comme le Plan de Développement de la Zone Agricole de la région peuvent nous guider dans cette démarche. Suite à la souveraineté alimentaire vient la réappropriation des ressources et l'efficacité de la main d'œuvre. Une saine gestion du bois d'œuvre dans le secteur forestier et des contrats sociaux pour tout autre métier est envisageable pour mener à bien la liberté sociale.

Il s'agit non pas de protectionnisme, mais d'efficience et d'indépendance. Nous devons agir localement en pensant globalement. C'est en tissant des liens avec nos voisins, notre communauté, avec les régions avoisinantes, en allant du plus petit au plus grand lien que nous créerons un réseau sociale fort, adapté et résilient.

Nous avons le visage dans un mur ou un pied dans le vide au bord d'un précipice. L'individualisme, le confort matériel et l'inconscience nous cache la réalité; les enjeux sociaux, énergétiques et environnementaux sont criants!

L'écart de richesse, la précarité du système d'approvisionnement alimentaire, l'exclusion sociale, le racisme, l'intolérance, la dépendance aux énergies fossiles, les changements climatiques, la perte de biodiversité, la pollution, le vieillissement de la population ne sont que des problèmes, voir le résultat de valeurs véhiculées par le système économique. Une économie sociale et solidaire doit être soutenue par des valeurs dont la résilience, le partage, l'entraide, le respect et l'amour le tout alimenté par une pleine conscience sont les valeurs à promouvoir.

Le principal défi est selon moi la prise de conscience. À partir de là, tout est une suite logique des événements. Les actions doivent être en premier temps symboliques, fortes en images et en expressions. Il doit y avoir de la sensibilisation et de l'éducation. On doit faciliter la prise de conscience en travaillant le contexte social. Il doit y avoir de la mobilisation, un message cohérent et une bonne planification stratégique. Il faut à mon avis approcher les agriculteurs pour augmenter la souveraineté alimentaire et pour commencer la récolte de bois d'œuvre sur leurs terres et pour leurs intérêts.